



Assemblée générale

Cinquante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
10 novembre 2003
Français
Original: anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 31^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 3 novembre 2003, à 15 heures

Président : Mme Londoño (Vice-Présidente) (Colombie)

Sommaire

Point 112 : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

03-59309 (F)



En l'absence de M. Belinga-Eboutou (Cameroun), Mme Londoño (Colombie), Vice-présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 112 de l'ordre du jour: Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite) (A/58/3, A/58/12 et Add.1, A/58/281, A/58/299, A/58/353, A/58/410 et A/58/415-S/2003/952)

1. **M. Akasha** (Soudan) dit que la charge qui résulte des mouvements de réfugiés doit être partagée entre les pays touchés et la communauté internationale et s'inquiète du déclin de l'aide internationale à son pays qui, en raison de sa situation géographique, accueille beaucoup de réfugiés. Cette aide permet de relancer le développement, particulièrement celui de l'enseignement et des soins de santé, dans les régions du pays vers lesquelles se dirigent les réfugiés. Le Gouvernement soudanais a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et des pays d'origine pour trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés sur son territoire, notamment en mettant en oeuvre des programmes de rapatriement librement consenti. Néanmoins, les réfugiés soudanais dans les pays voisins, et particulièrement les enfants qui en font partie, continuent d'avoir beaucoup de mal à exercer leurs droits fondamentaux.

2. **M. Akasha** appuie la stratégie des 4 R – rapatriement, réintégration, réhabilitation et reconstruction – du HCR en soulignant que les deux dernières de ses composantes sont particulièrement utiles à la recherche de solutions durables. Le Soudan appuie aussi l'initiative de la Convention plus du HCR. Néanmoins, il souligne entre autres que les ressources dont dispose le Secrétariat du HCR s'amenuisent, que certains réfugiés sont victimes de discrimination, que les mouvements de réfugiés sont freinés par des mesures arbitraires, que le personnel des Nations Unies n'est pas en sécurité sur le terrain et que des bénéficiaires d'opérations humanitaires se retrouvent victimes d'exploitation et d'abus sexuels.

3. **Mme Pulido Santana** (Venezuela) dit que le Haut Commissaire a appelé à une plus grande coopération entre le HCR et les organismes apparentés à un moment particulièrement bien choisi puisque les

crises liées aux réfugiés s'aggravent partout dans le monde. Un renforcement de la coopération entre le HCR et les États est aussi nécessaire, surtout avec les principaux donateurs, pour que les efforts dans les domaines humanitaires, politiques et financiers soient tous dirigés vers le même but. Les déplacements forcés intéressant non pas seulement les pays directement touchés mais aussi la communauté internationale toute entière, les efforts d'utilisation optimale des ressources doivent être harmonisés et partagés.

4. La politisation des débats concernant l'asile réduit sérieusement les chances d'atténuer les crises humanitaires dans les pays touchés. Mme Pulido Santana est de l'avis du Haut Commissaire qu'il faudrait créer un climat politique international favorable à la stratégie des 4 R. Pour établir une conjonction solide entre la paix, la sécurité, l'action humanitaire, les droits de l'homme et le développement, il faut que les attributions soient réparties sur la base de la solidarité internationale et se reflètent dans l'assistance internationale. Néanmoins, il importe de se rappeler que l'action internationale doit continuer d'être consacrée avant tout à la protection primaire et qu'il existe d'autres formes que l'asile pour la protection internationale des réfugiés, y compris celles qui sont envisagées dans la Convention plus.

5. Mme Pulido Santana condamne les attaques dont le personnel humanitaire continue d'être victime et espère que des solutions réelles seront trouvées pour que les organismes des Nations Unies et d'autres organismes humanitaires puissent apporter une aide humanitaire en même temps que les pays d'origine et les pays hôtes. Une commission vénézuélienne des réfugiés a été récemment créée et chargée de veiller à l'adoption de règles souples et efficaces qui garantissent l'exercice des droits de l'homme aux réfugiés qui ont dû quitter leur pays d'origine. En outre, des dispositions législatives de 2001 ont créé un mécanisme qui permet aux Colombiens déplacés de rentrer chez eux à condition que leur sécurité puisse être garantie et qu'ils n'encourent aucun risque physique. Enfin, Mme Pulido Santana souligne le ferme attachement de son gouvernement à toutes les mesures multilatérales transparentes et non discriminatoires qui contribuent à protéger réellement les droits des réfugiés dans un monde où la paix est si souvent en jeu.

6. **M. Knyazhinskiy** (Fédération de Russie) dit que le travail humanitaire international, composante

essentielle du maintien de la paix, de la prévention des crises et du règlement après les conflits, doit se faire dans le strict respect des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États. Il est nécessaire de bien structurer la transition entre les secours d'urgence et l'assistance à la reprise économique et au développement durable. La délégation russe demande instamment aux organisations humanitaires, y compris au HCR, de coopérer avec les États pour combattre le terrorisme et empêcher les terroristes d'utiliser les activités humanitaires comme couverture. Elles doivent aussi apporter leur assistance à la démilitarisation des camps de réfugiés et de personnes déplacées et à la surveillance de la distribution et de l'emploi des fournitures humanitaires.

7. Le Gouvernement russe estime que l'efficacité du HCR se prête à beaucoup d'améliorations et qu'il faudrait aborder la réforme de cet organisme de manière équilibrée, particulièrement en ce qui concerne le processus 2004. Assurant le Comité exécutif du HCR de l'appui de son gouvernement, M. Knyashinskiy dit que la proposition de réunion d'une assemblée mondiale sur les réfugiés doit être étudiée plus avant compte tenu des intérêts des États et des fonds disponibles et pour éviter de politiser le Haut Commissariat. Celui-ci devrait aussi éviter de faire double emploi avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

8. Face à la proposition de barème des contributions au budget annuel du HCR, la délégation russe affirme son appui aux modalités actuelles de financement volontaire et dit que le modèle de base de 30 % devrait être volontaire. Rappelant que la coopération régionale entre États et organisations internationales constitue l'un des meilleurs mécanismes de régulation des migrations, elle regrette que la communauté internationale n'ait pas examiné avec suffisamment d'attention les prolongements de la Conférence de Genève de 1996 pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées et des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté États indépendants et dans certains États voisins. Les États intéressés devraient appliquer la recommandation du Groupe directeur de prolonger le processus jusqu'en 2005.

9. **M. Aliyev** (Azerbaïdjan), parlant au nom de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les conflits régionaux ont provoqué des

mouvements de réfugiés et de personnes déplacées de l'intérieur dans diverses régions du monde et les pays du Groupe Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et République de Moldova ont connu tragiquement et de manière directe les problèmes de plus en plus complexes que ces mouvements peuvent poser. Depuis le début des années 1990, ils accueillent la plus grande population de réfugiés dans le monde par rapport au nombre de leurs habitants en raison des conflits armés qui se sont prolongés dans certaines parties de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la République de Moldova. Des millions de gens expulsés violemment de chez eux attendent justice et secours des pouvoirs publics de ces pays. Or, pour leur trouver des solutions durables, il faut d'abord régler les conflits et répondre aux besoins les plus élémentaires de ces réfugiés coûte si cher que les pays d'accueil n'ont plus les moyens de développer une économie de marché. Certes, la solution de ces problèmes incombe avant tout au pays d'accueil mais la protection des réfugiés et des personnes déplacées de l'intérieur doit être considérée comme une responsabilité internationale.

10. Le Gouvernement ukrainien est gravement préoccupé par le retour des déportés de l'ancien régime totalitaire, dont près de 250 000 sont revenus vivre en Ukraine, dans la péninsule de Crimée, au cours des dix dernières années. En outre, 23 000 personnes ont bénéficié de la possibilité qui leur était ouverte par un accord bilatéral entre l'Ukraine et l'Ouzbékistan d'obtenir la nationalité ukrainienne selon une procédure simplifiée. Malheureusement, l'assistance internationale aux réfugiés, aux personnes déplacées de l'intérieur et aux anciens déportés des pays du Groupe décline. Les conditions de leur retour en sécurité n'étant pas encore réunies, M. Aliyev en appelle au HCR ainsi qu'à tous les organismes et pays donateurs intéressés pour qu'ils fournissent non seulement une assistance humanitaire mais aussi une assistance au développement qui leur permette de devenir autonomes.

11. À ce sujet, M. Aliyev souligne la nécessité d'équilibrer clairement l'assistance humanitaire et les activités de développement : dans les pays du Groupe, certains craignent que la transition entre les secours et le développement n'ait commencé prématurément et que le retour dans leur patrie des réfugiés et des personnes déplacées ne soit pas durable. Dans le cas des conflits qui s'éternisent, il faudrait prévoir la poursuite de l'assistance humanitaire d'urgence dans

les premières phases de la transition et les projets liés au développement ne devraient pas être mis en oeuvre aux dépens de cette assistance. Dans ses programmes, le HCR devrait continuer à accorder une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes et des enfants et à la réintégration socio-économique des jeunes réfugiés et des personnes déplacées en particulier, afin d'accroître leur aptitude à subvenir eux-mêmes à leurs besoins.

12. M. Aliyev appuie la conclusion du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (A/58/89-E/2003/85) selon laquelle le système des coordonnateurs résidents devrait être renforcé et disposer d'une plus grande souplesse dans l'utilisation de ses ressources pour pouvoir conserver des niveaux de capacité et d'appui suffisants. Sous la direction des coordonnateurs résidents, les équipes de pays devraient être au premier rang pour la définition de stratégies qui tiennent compte de la situation particulière de chaque pays. Le HCR a besoin du soutien financier et politique de la communauté internationale pour pouvoir atténuer les effets des crises humanitaires et assurer la protection des réfugiés, des personnes déplacées et des anciens déportés.

13. M. Negrin (Mexique) dit qu'il est indispensable de promouvoir des solutions durables pour les réfugiés, y compris le rapatriement, l'intégration sur place et la réinstallation dans des pays tiers, et la stratégie des 4 R offre un cadre approprié pour cela. Le projet de résolution dont sa délégation sera l'un des auteurs sur la question des réfugiés reprendra les propositions du Haut Commissaire concernant l'initiative « HCR 2004 » qui, entre autres, aiderait à créer un contexte institutionnel convenable pour coordonner le travail du HCR avec celui d'autres organismes des Nations Unies. Une autre des initiatives du Haut Commissaire, la « Convention plus », a besoin d'être définie plus clairement : la nature, la teneur et la portée des accords qui doivent être négociés en liaison avec l'initiative doivent être examinées par tous les États membres au sein des organes existants du HCR et devraient être conçues pour appliquer, et non pas réécrire, la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967.

14. Avec l'appui du HCR, le Gouvernement mexicain renforce ses moyens de s'occuper des réfugiés dans son pays et a pris des mesures pour mettre en oeuvre

l'Agenda pour la protection en vue d'améliorer les modalités d'octroi de l'asile, de protéger les réfugiés dans le contexte général des migrations, de renforcer les liens avec la société civile, de trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés et de suivre une approche tenant compte des préoccupations des femmes. Un exemple de solution durable aux problèmes des réfugiés est fourni par la façon dont le Mexique s'occupe des réfugiés guatémaltèques qui sont rapatriés s'ils le veulent ou obtiennent la nationalité mexicaine.

15. Mme Cheng-Hopkins (Programme alimentaire mondial) dit que le Programme alimentaire mondial (PAM) et le HCR, deux des principaux organismes des Nations Unies qui sont les premiers à s'occuper des situations d'urgence, bénéficient de longue date d'une collaboration fructueuse, principalement parce que tous deux connaissent l'importance cruciale des liens entre la paix et la sécurité, le travail humanitaire et le développement. Mme Chen-Hopkins appuie la participation du HCR aux évaluations communes de pays et au Cadre d'assistance au développement des Nations Unies qui renforce le lien entre le HCR et les équipes de pays. Elle appuie aussi les observations faites par le Haut Commissaire sur la nécessité de renforcer la capacité du HCR et l'urgence qu'il y a pour la communauté internationale de trouver plus ou moins une conclusion au sujet de la situation des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

La séance est levée à 16 heures